

États américains (OEA), ce que nous avons fait en 1990. Le Canada signalait ainsi aux pays d'Amérique latine sa volonté de s'engager à leurs côtés comme jamais auparavant. Notre participation active au Sommet des Amériques à Miami, en 1994, et la visite effectuée par le Premier ministre dans la région, en 1995, en ont apporté une nouvelle preuve.

Permettez-moi de mentionner certains des changements importants qui continueront d'influer sur la façon dont le Canada conçoit son rôle dans l'hémisphère occidental, comme sur l'idée que se font de lui les autres pays de l'hémisphère.

Certes, je ne prétends pas être le seul à avoir constaté leur apparition, mais le fait qu'ils se soient tous produits au cours des 10 dernières années, ce qui est une période relativement courte, m'apparaît comme significatif et de nature à marquer un tournant décisif. Ces changements, les voici :

- La fin de la guerre froide et le fait que la diplomatie s'est alors détournée de ses objets traditionnels pour se porter davantage sur l'économie.
- L'acceptation plus profonde et plus généralisée des mérites de l'économie de marché pour soutenir la croissance, plusieurs pays d'Amérique latine étant parmi les premiers à franchir le pas.
- La persistance de la mondialisation, stimulée par des courants internationaux de commerce, d'investissement et de technologie constamment supérieurs à la croissance interne.
- L'apparition sur la scène mondiale d'un plus vaste éventail d'acteurs sérieux, dont plusieurs pays d'Asie et d'Amérique latine.
- Enfin, la transformation de l'attitude du Canada face aux marchés internationaux, suscitée par la disparité des taux de croissance dans le monde; l'ouverture relative de diverses régions aux commerçants et aux investisseurs canadiens; et l'arrivée au cours de la dernière décennie d'immigrants d'origines radicalement différentes, ce qui a entraîné des contacts humains eux aussi très différents.

En ma qualité de ministre responsable de la politique commerciale du Canada, je suis très conscient des défis que posent des changements aussi fondamentaux.

La politique commerciale est un outil qui permet d'améliorer l'accès aux marchés par la négociation, et aussi de garantir cet accès par la codification de pratiques libérales et la prise d'engagements négociés en vue d'une libéralisation plus poussée.